Cassette ~~Tape~~ 994

K0181866

MAI/994

19 - 5 - 94

FRANCAIS

K015-0015-k015-0031 traduit du Kinyarwanda par M.G. 7.05.01

FACE A :

0.0 min

K0181867

NON IDENTIFIE:

Je voudrais vous demander, à vous journalistes de la rédaction française et anglaise, de faire en sorte que la communauté internationale soit au courant de ces actes ignobles aujourd'hui même.

JOURNALISTE :

C'était donc le Ministre du Travail et des Affaires Sociales qui nous faisait part de son point de vue quant à la méchanceté des Inyenzi-Nkotanyi. Pour de plus amples informations sur ces actes ignobles commis par les Inkotanyi, nous vous avons préparée une émission que vous suivrez tout à l'heure à 8 heures et demi.

Le Ministre de l'Enseignement Primaire et Secondaire, le Dr André RWAMAKUBA, est lui également choqué par cette méchanceté des ennemis du Rwanda. Concernant donc cette chanceté des Inyenzi-Nkotanyi, le Ministre de l'Enseignement Primaire et Secondaire, le Dr André RWAMAKUBA nous a donné les explications suivantes : Ecoutons le Ministre de l'Enseignement Primaire et Secondaire :

0.7 min

DR RWAMAKUBA :

...comme le Ministre de la Santé est en visite à l'étranger et comme je suis moi-même médecin, je suis de près le bien-être social du pays, assisté des proches collaborateurs au sein du Ministère de la Santé. Eh bien, concernant ces actes ignobles commis par les Inyenzi, par le FPR-Inkotanyi, le Ministre du Travail et des Affaires Sociales en a parlé, nous en avons informé la communauté internationale. Il nous a semblé que celle-ci a fait la sourde-oreille. Cependant, nous insisterons car, comme nous l'avons déjà dit, le gouvernement est maintenant basé à Kigali -où je suis moi-même

K0181868

basé depuis quelques jours. Euh, quand j'étais la dernière fois, le FPR s'était rendu coupable d'actes ignobles en pilonnant notre télévision, la télévision qui nous guide, où il a tué nos employés, ainsi que d'autres visiteurs qui étaient présents. Ainsi, ces actes visent à tuer des civiles et des journalistes. Je me demande, d'ailleurs, pourquoi les journalistes n'ont pas encore porté plainte auprès du Tribunal International pour que le FPR ne continue pas à violer la loi impunément comme si on lui avait donné le pouvoir de gouverner le pays comme il veut, avec une telle dictature. Nous ne pouvons pas tolérer cela. C'est pourquoi je voudrais insister auprès de nos journalistes pour qu'ils fassent passer des dépêches, qu'il rédigent des dépêches et les envoient ici et là pour que nous puissions accuser le FPR d'actes ignobles commis contre notre pays, surtout que ce n'est pas la première fois que cela se produit.

Lorsque je suis venu visiter l'hôpital pour me rendre compte de ces actes ignobles, j'ai également pu constater d'autres actes ignobles commis contre la Télévision la semaine passée et voilà que cette semaine-ci, les rebelles ont encore une fois bombardé les malades, les enfants et les femmes enceintes. L'hôpital était jonché de cadavres mais cela ne nous décourage pas. J'ai constaté que les médecins étaient déterminés à soigner les malades et à les secourir ; cela est fort appréciable. Cela m'amène à demander, à féliciter les médecins du CHK, surtout de leur disposition à secourir malgré que le FPR veuille nous décourager pour qu'il trouve une brèche.

Plus le FPR continue à tuer, plus il nous stimule à le combattre. Qu'il sache que le Rwanda nous appartient tous. S'il veulent venir pacifiquement, qu'il dépose les armes. Nous ne voulons que la paix.

JOURNALISTE

Si les Inkotanyi sont raisonnables, ils devraient savoir qu'une vie humaine est comme une autre et cesser ces actes d'extrême cruauté contre les innocents, les malades, ainsi que d'autres per~~sonnes~~ qui n'ont rien à voir avec les combats.

Faustin TWAGIRAMUNGU est depuis hier à Paris, en France, où il est arrivé en provenance de Bruxelles en Belgique. Selon l'AFP, Faustin TWAGIRAMUNGU a commencé sa visite en France sur invitation du Gouvernement français. Le porte-parole du Ministère français des Affaires Etrangères, Madame Catherine Calona a déclaré qu'une entrevue est prévue, aujourd'hui après-midi, entre Faustin TWAGIRAMUNGU et le Ministre français des Affaires Etrangères. On rapporte que cette invitation du Premier Ministre désigné Faustin TWAGIRAMUNGU, s'inscrit dans le cadre de l'engagement ferme de la France à aider le Rwanda dans la restauration de la paix, comme la France n'a d'ailleurs jamais cessé de le manifester lorsque le Président de la République, Son Excellence le Général Major Juvénal HABYARIMANA était encore en vie. La France s'est donc engagée à rencontrer toutes les parties belligérentes en vue d'écouter leurs opinions et d'assister le Rwanda ainsi que tous ses citoyens à trouver un remède à tous leurs problèmes et en l'occurrence les problèmes politiques et la guerre.

Le gouvernement allemand est prêt à soutenir l'action humanitaire de l'ONU en mettant à sa disposition les avions cargo de l'armée allemande en vue de transporter les aides d'urgence devant secourir les personnes en danger au Rwanda à cause de la guerre . C'est une déclaration du porte-parole du gouvernement allemand, VITA VOGEL qui a ajouté que le gouvernement allemand ne peut pas envoyer son armée au Rwanda. La raison en est qu'une disposition actuellement controversée de la constitution en vigueur dans leur pays interdit l'armée allemande à faire partie des opérations hors de son pays.

Cependants certains journalistes allemands soutiennent que des médecins et infirmiers de l'armée allemande soient envoyés au Rwanda mais le Ministère allemand de la Défense s'y refuse, jusqu'à date.
[Texte en italique gardé tel quel dans l'original]

<u>JOURNALISTE</u> :
Le développement de ces titres à présent :

- *Le Premier ministre Jean KAMBANDA recevait le Commandant de la MINUAR, le Général Roméo Dallaire. Les échanges ont porté sur la MINUAR 1ère édition, une MINUAR dont les bases ont servi plusieurs fois de sanctuaires du Front Patriotique Rwandais. Les détails avec Hyacinthe BICAMUMPAKA :*

HYACINTHE BICAMUMPAKA

Le Premier ministre, son Excellence Monsieur Jean KAMBANDA a accordé ce 19 mai une audience dans son cabinet de travail au Comandant de la MINUAR, le Général de Brigade Roméo Dallaire qui était venu voir le Premier ministre dans le cadre des échanges d'idées sur la nouvelle résolution du 17 mai du Conseil de sécurité des Nations Unies sur l'envoi d'une nouvelle mission d'assistance au Rwanda. Cette nouvelle mission, comme l'a précisé le Général Roméo Dallaire, se penchera essentiellement sur des volets manifestement humanitaires, notamment le rapprochement de deux parties antagoniques (sic) pour des négociations qui devront aboutir à un cessez-le-feu, le volet d'assistance aux nécessiteux qui désirent se déplacer librement et s'installer où ils veulent résider hors des opérations militaires, le volet d'acheminement des vivres et médicaments pour les déplacés de guerre. Notons que ce dernier volet a des implications graves sur la sécurité du pays puisque les propositions faites préconisent la neutralisation de l'aéroport de Kanombe qui serait placé sous le contrôle de la MINUAR pour permettre, a dit le Général Dallaire, de surveiller dans la transparence l'utilisation de l'aéroport pour des fins non militaires. Concernant la poursuite des négociations, a poursuivi le Général Dallaire, la MINUAR se félicite de la position prise par le gouvernement qui jusqu'ici a opté pour une solution négociée. Ici, il a encore rappelé que la MINUAR a approché le FPR. Mais pour des négociations, il a regretté que le FPR ait toujours posé [sic] une fin de non recevoir à toutes les propositions dans ce sens.

Enfin, le Général Dallaire a souhaité que les barrières sur les routes soient démantélées, proposition qui a été vite rejetée par le Premier ministre. Parce que cette force, disait-il c'est une force populaire qui sera toujours préservée tant que le FPR n'aura pas accepté de déposer les armes conformément aux résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies et du souhait autant des rwandais que de la communauté internationale de laisser la population recouvrer la paix.

Après l'exposé volubile du Général Dallaire, le Premier ministre a dû apporter la lumière sur toutes les propositions faites, soit par le Conseil de sécurité, soit par le Général Dallaire lui-même. Sur le volet de faire de l'aéroport Grégoire KAYIBANDA un terrain neutre alors que cet aéroport est basé dans la zone entièrement contrôlée par nos forces armées, le Premier ministre n'a pas mâché ses mots.

« Comment expliquez-vous, Général Dallaire, que les emplacements de la MINUAR ont tous été de nos jours les bases militaires du FPR », s'est enquis le Premier ministre. Et pour illustrer, il lui a démontré le fondement des préoccupations de toute la population rwandaise en précisant que Rebero l'Horizon, l'Hôpital Roi Fayçal, l'Hôtel Amahoro aujourd'hui sanctuaires de l'ennemi, étaient tous les lieux où était localisée la MINUAR. Et de continuer : « Tant que les rwandais n'auront pas des garanties que la MINUAR ne fera plus de l' aéroport un bouclier pour protéger l'ennemi et lui permettre l'infiltration, le gouvernement ne cédera pas à la proposition dont il est question. Surtout qu'on peut utiliser des aéroports des pays voisins comme Goma pour apporter des vivres de l' étranger ».

Sur ce point devenu pomme de discorde entre les deux interlocuteurs, le Général Dallaire a reconnu évasivement que le FPR est localisé où se trouvent les positions de la MINUAR, non pas que la MINUAR l'y ait aidé mais parce que le FPR a trouvé que cette astuce pouvait le servir à cause de l'immunité dont jouit jusqu'ici la MINUAR.
En guise de conclusion sur cette question, le Premier ministre a promis que demain une réponse du gouvernement parviendra au Général Dallaire. Hormis cette question, le Premier ministre a encore exprimé les appréhensions du gouvernement au Général Dallaire en ce qui concerne l'embargo décrété unilatéralement par le Conseil de sécurité, qui ne frappe que le pays agressé alors que l'agresseur reste libre dans son approvisionnement. Il a souhaité que le Commandant en chef de la MINUAR puisse évoquer cette question avec le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Abordant le volet alimentaire et la libération des gens, le Premier ministre a montré sans ambiguïté que le Rwanda est favorable à la proposition, surtout que le geste de laisser les gens se déplacer librement a été déclaré sur les ondes de la radio par le gouvernement et par les responsables des partis politiques. Il a souhaité cependant que la MINUAR ne fasse pas seulement pression sur le Rwanda, pourtant favorable, mais qu'elle exige aussi du FPR la libération des otages pris dans l'ETO, à l'Hôpital Roi Fayçal, à l'Hôtel Amahoro et dans d'autres régions beaucoup plus reculées et contrôlées par le FPR. Population en transe suite aux exactions commises à l'endroit des dizaines de milliers d'entre eux par le FPR. Répondant cette fois à la requête de la MINUAR de disposer d'un contingent auprès du gouvernement pour faciliter les

contacts réguliers, le Premier ministre a répondu qu'un officier de liaison affecté récemment assumera ses responsabilités.

En guise de conclusion, le Premier ministre a renouvelé son souhait de rencontrer très prochainement le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies, Docteur Jacques Roger Booh Booh, avec lequel il pourra examiner plus en profondeur des questions connexes dont les réponses appropriées ne reviennent qu'à lui. Il a encore fait savoir que le gouvernement est prêt à négocier mais qu'il ne se soumettra jamais aux exigences piégées du FPR qui veut toujours négocier avec les Forces armées rwandaises.

JOURNALISTE :

Les Inyenzi-Inkotanyi continuent de lancer des bombes contre des objectifs civils, la ville de Kigali subit depuis un certain temps un pilonnage intensif mais la population reste vigilante pour contrer les infiltrations ennemies.

Hier, le Centre Hospitalier de Kigali a encore une fois été la cible des tirs d'artillerie du Front Patriotique Rwandais, les tirs qui ont fait plus d'une trentaine de morts et plusieurs blessés parmi les malades. Aujourd'hui, deux membres du gouvernement rwandais, le Ministre de l'Enseignement Primaire et Secondaire, le Docteur André RWAMAKUBA ainsi que son homologue du Travail et des Affaires Sociales, Monsieur Jean de Dieu HABINEZA, se sont rendus sur les lieux du sinistre. Le Docteur André RWAMAKUBA s'est dit indigné par les actes sauvages des Inyenzi-Inkotanyi. Ecoutons le Ministre au microi de notre confrère Martin MUKWIYE :

DR ANDRE RWAMAKUBA :

Devant ce constat, moi en tant que médecin, je suis très choqué, je suis très choqué de ce qui est advenu à l'Hôpital du Centre. Des bombes qui sont tombées sur l'Hôpital, vraiment c'est déplorable. C'est déplorable de la part de nos agresseurs, le FPR-Inkotanyi qui prétend, qui prétend nous amener la démocratie alors qu'ils sont entrain de massacrer les populations dans les hôpitaux. Euh... Ici nous avons une trentaine de morts déchiquetés, des morceaux de corps par-ci par-là, vraiment c'est une scène horrible. Et les destructions des bâtiments que nous avons acquis grâce aux efforts de la population et de la coopération belge, vraiment à dénote que le FPR a

des intentions belliqueuses et des intentions très monstrueuses de décimer la population qu'il trouve, qu'il trouve dans le pays. Eh bien, donc, s'il compte décimer la population, je crois que la communauté internationale devrait prendre ses responsabilités, devrait prendre ses responsabilités puisque le gouvernement rwandais, le gouvernement rwandais dans ses objectifs il a, il est pour la paix. Dans ses objectifs il compte donc, il compte à la paix pour la reconstruction de notre pays et c'est dans ce sens que nous avons tendu la main à nos adversaires depuis que le gouvernement qui est en place a tendu la main à l'adversaire qui ne fait que tuer les gens et, le gouvernement lui, s'évertue et continue à donner des messages de pacification puisque nous croyons, nous croyons toujours à la paix et je crois que nous invitons la communauté internationale et ceux qui soutiennent le FPR de cesser d'être complices des massacres du FPR.

JOURNALISTE :

Ecoutons maintenant le Ministre du Travail et des Affaires Sociales, Monsieur Jean de Dieu HABINEZA qui livre également ses impressions au micro de Martin MUKWIYE.

MINISTRE JEAN DE DIEU HABINEZA :

Dès que j'ai appris la triste nouvelle que le CHK a été la cible d'une multitude de bombes lancées par le FPR, je me trouvais à Gitarama où nous avions reçu la visite du Général Dallaire accompagné de quelques officiers de la MINUAR. Tout de suite après avoir eu connaissance de la nouvelle, c'était vers onze heures et demie, ma première réaction a été qu'il fallait absolument que la MINUAR vienne se rendre compte sur le terrain parce que l'opinion internationale n'a jamais voulu croire en la méchanceté du FPR, j'ai tenu absolument à ce que la MINUAR vienne se rendre compte de ce que bel et bien, conformément à ce que nous n'avons cessé de déclarer, de ce que le FPR viole les droits de l'homme. C'est pas normal qu'un hôpital qui est censé héberger des pauvres malheureux, des malades, des enfants, des vieillards et on sait d'ailleurs que cet hôpital héberge également des déplacés de guerre, c'est pas normal que quelqu'un qui est soucieux des droits de l'homme, qui veut respecter les conventions internationales ait comme cible l'hôpital pour ses bombardements. C'est un acte ignoble qui doit être fort décrié. J'ai tenu à ce que la MINUAR vienne constater afin qu'il en informe l'opinion internationale, parce que l'opinion

internationale n'a jamais voulu croire aux hostilités commises par le FPR. Tous les journalistes que nous avons eu à rencontrer, on a toujours parlé des massacres que le FPR effectue sur son passage. Pourtant, quand l'opinion internationale s'exprime, elle parle des massacres du côté des forces gouvernementales, ça c'est un cas très flagrant des hostilités qui peuvent être commises par le FPR, ça, ça ne vient d'ailleurs que s'ajouter à des centaines et des centaines qui n'ont jamais été vérifiées. Donc ce qui est important, c'est que l'opinion internationale soit informée à suffisance, prenne les actions nécessaires en vue de faire les pressions parce que nous croyons, le gouvernement croit que la solution pour ce pays ce n'est pas les armes, il faudra qu'on négocie. Et comme chacun a pu le constater, l'exemple n'est pas loin, c'est la mise en application de l'accord de paix, vous connaissez les tergiversations qu'il y a eu et c'est toujours le FPR qui a fait des blocages. Donc il est temps, avec cet exemple-ci, que l'opinion internationale, je dirais, disons fasse écho de ce que le FPR fait pour détruire le pays, fait pour détruire les vies humaines et fasse pression sur les puissances internationales afin qu' ils amènent ce FPR à la table de négociation afin que cette guerre cesse, parce qu'on ne peut pas tolérer qu'on massacre indéfiniment les gens, qu'on détruise indéfiniment les infrastructures, finalement, non seulement il y a la reconstruction qui risque d'être fort difficile à réaliser, mais cette reconstruction sera faite par qui parce que les vies humaines n'existeront plus ?

JOURNALISTE :

Cela dit, quarante-huit heures après la résolution du Conseil de sécurité des Nations Unies qui prévoit l'envoi de 5.500 casques bleus au Rwanda, la France prévoit un sommet régional réunissant la Tanzanie, l'Ouganda et le Zaïre. Paris juge utile de remettre en scelle le Président Mobutu face au Président ougandais Yoweri Museveni qui soutient le Front patriotique Rwandais. Ce que Paris attend du sommet n'est qu'un cessez-le-feu entre le gouvernement rwandais et le Front patriotique. Pour sa part Bonn se dit prêt à soutenir une opération d'aide de l'ONU au Rwanda, la contribution allemande consisterait dans l'envoi d'un avion de transport militaire.

EMERENCE MUTUYEMUNGU

Chers jeunes, quarante quatre jours viennent de s'écouler alors que notre pays traverse des moments tragiques dus à la mort de notre Chef de l'Etat, le héros, Son Excellence

le Général Major Juvénal HABYARIMANA. Comme vous vous en souviendrez, il revenait d'une réunion à Dar-es-Salaam, réunion qui visait à nous chercher la paix, lorsque son avion a été descendu. Il était en compagnie du Président du Burundi, Son Excellence Cyprien NTARYAMIRA, ainsi que leur suite. Tous les partisans du PSD, à travers tous le pays se joignent aux familles éprouvées. Cette mort a déclenché une guerre entre le FPR d'une part et la population et les forces armées rwandaises d'autre part. Plusieurs politiciens ont été victimes de cette guerre y compris certains hauts leaders du parti PSD, comme Mr Frédéric NZAMURAMBAHO, Président du parti PSD. Nous demandons donc aux partisans du PSD d'être courageux et de faire preuve de discernement. Le parti PSD assure son indéfectible soutient à l'actuel Président de la République, Son Excellence Théodore SINDIKUBWABO ainsi que le Gouvernement dirigé par Jean KAMBANA. Le parti PSD condamne fermement le FPR Inkotanyi qui a repris les hostilités et veut s'accaparer du pouvoir après la mort du Président de la République. Le prétexte avancé par le FPR était de venir venger les innocents alors que c'est lui-même qui s'est rendu coupable d'actes ignobles contre les innocents. Le parti PSD demande au FPR de cesser les combats pour adopter la voie des négociations, car la population ne sera jamais contente d'un pouvoir dictatorial du FPR.

Concernant la guerre que nous menons, le parti PSD demande au gouvernement de continuer à sensibiliser la population pour que celle-ci sache qui est notre vrai ennemi et collabore sans suspicion. Le parti PSD recommande que le gouvernement demande officiellement que les forces onusiennes ne soient pas dirigées par le Général Roméo Daillaire, vue que plusieurs personnes sont mortes sous le regard passif des forces de la MINUAR. De plus, le Général Dallaire a démontré son parti pris en faveur du FPR. Concernant les pays devant fournir les forces de maintien de la paix, le PSD recommande que le gouvernement demande que les forces de la MINUAR ne soient pas les mêmes que celles qui étaient en place. La majorité de ces forces de maintien de la paix devraient provenir des pays francophones pour que leur travail soit plus efficace.

Fait à Kigali, le 19 Mai 1994.
Emérence MUTUYEMUNGU
Trésorière générale du Parti Social Démocrate, PSD.

K015-0015-k015-0031 traduit du Kinyarwanda par M.G. 7.05.01

K0181876

GARPARD RWAKANA :

Le Préfet de la préfecture de Gitarama, Fidèle UWIZEYE a fait parvenir à tous les Bourgmestres, les instructions sur la façon de gérer les barrières en vue de déceler l'ennemi, d'arrêter les véhicules volés et les militaires déserteurs. Dans ces instructions, le Préfet Fidèle UWIZEYE informe les Bourgmestres que les barrières doivent être gardées par de braves gens. Chaque barrières doit avoir un responsable. Il rappelle qu'il est strictement interdit de se reposer ou d'y faire de l'auto-stop. De plus, les va-et-vient sont interdits à ceux qui ne travaillent pas à la barrières. Les mêmes instructions précisent également comment le contrôle doit se faire aux barrières, que ce soit pour les piétons ou les passagers à bord des véhicules. Concernant le contrôle des piétons fuyant les combats, il est nécessaire qu'ils soient arrêtés à une certaine distance de la barrières. Ils doivent avancer en petits groupes pour que le contrôle soit facilité. Quant aux autres passants, chacun doit exhiber sa carte d'identité ainsi qu'un laissez passez lorsqu'il arrive hors de sa commune, excepté ceux qui fuient les combats. Pour ceux qui voyagent en voiture, le propriétaire du véhicule doit être en possession de sa carte d'identité ainsi que de la carte rose du véhicule portant son nom. Si son nom ne figure pas sur la carte rose, il doit fournir des explications. Les véhicules privées doivent avoir également un laissez-passer avec mention des noms des occupants. Ces mêmes instructions à l'intention de ceux qui ont la charge de garder les barrières mentionnent également que les militaires et les gendarmes en voyage doivent se munir de leur carte de service délivrée par le commandant de leur camp. Un militaire qui n'aura pas ces documents, sera un déserteur. Il doit donc être arrêté, conduit devant l'autorité communale et désarmé. Dans ces mêmes instructions, le Préfet Fidèle UWIZEYE rappelle aux responsables des barrières que les véhicules de l'Etat et les véhicules militaires doivent également exhiber laissez-passer précisant les noms des occupants, ainsi qu'un document attestant qu'ils sont au service.

Le Préfet de la préfecture de Gitarama rappelle que le contrôle ne se fait pas uniquement aux barrières ; même les passants inconnus de tous les sentiers des villages doivent être contrôlés. Les responsables de cellules sont donc priés de se mobiliser pour maintenir la sécurité dans leurs cellules. Toujours dans le cadre du

respect de ces instructions relatives au refoulement de l'ennemi, les populations des communes avoisinant la rivière Akanyaru notamment les communes de Ntongwe, Mugina et Runda sont priées d'être particulièrement vigilantes. Le Préfet UWIZEYE Fidèle prie donc chaque Rwandais de continuer à combattre jusqu'à ce que l'ennemi soit définitivement vaincu. C'était Gaspard RWAKANA, à Gitarama.

JOURNALISTE

.....ils lancent des obus ici et là à travers le pays, surtout dans la ville de Kigali, tuant des populations innocentes et voilà qu'ils attaquent les malades dans les hôpitaux. Comme nous vous l'avons dit dans notre journal d'hier et même d'aujourd'hui, le Centre Hospitalier de Kigali a été la cible des Inyenzi-Nkotanyi qui y ont lancé des bombes tuant plus d'une trentaine de personnes et faisant beaucoup de dégâts matériels.

Aujourd'hui, le Ministre de l'Enseignement Primaire et Secondaire, le Dr André RWAMAKUBA ainsi que le Ministre des Affaires Sociales, Mr Jean de Dieu HABINEZA ont visité cet hôpital en vue de se rendre compte de ces actes ignobles. Nous vous ferons écouter, dans un instant, l'interview que nos confrères Vénuste BASINGIZE et Martin MUKWIYE ont eu avec les deux Ministres. Ils ont eu une interview avec ces deux Ministres pour que ceux-ci nous fassent part de leurs points de vue sur cet hôpital et sur ces tirs d'obus qui ont tué des personnes innocentes qui étaient hospitalisées. Ecoutons d'abord l'un des responsables du CHK qui raconte comment ces atrocités se sont déroulés :

JEAN DAMASCENE MUNYAMASOKO

Je m'appelle Jean Damascène MUNYAMASOKO, Administrateur du Centre Hospitalier de Kigali. Ce qui s'est passé, hier est vraiment ignoble. Vers 4 heures, une tempête d'obus s'est abattue sur cet hôpital faisant beaucoup de dégâts matériels et des pertes en vies humaines. Le premier obus est tombé sur le bureau du Directeur de l'hôpital et tout le bureau a été complètement endommagé. Près de là se trouvaient des malades ainsi que des gens qui étaient venus chercher des médicaments à la pharmacie. La plupart de ces personnes sont blessées, tandis que d'autres ont été tuées de façon que ce n'était pas chose facile de reconnaître les

cadavres; leurs corps étaient tellement déchiquetés et éparpillés ici et là. Nous avons dû rassembler des lambeaux de chairs pour essayer de reconstituer les corps et les évacuer.

Le second obus est tombé près de la pédiatrie tuant une femme et son enfant. Les vitres de la maternité sont tous cassés et certaines femmes qui s'y trouvaient sont blessées; nous avons eu la chance que personne n'a été tué là-bas. Un autre obus est tombé entre le bâtiment de la médecine interne et le service d'ORL. Là aussi, les appareils et autres outils ont ont été endommagés. Un autre obus est tombé sur la salle de préparation des sérums et a occasionné la mort de trois de nos employés. Au total 7 obus se sont abattus sur l'hôpital sans inclure ceux qui sont tombés autour de l'hôpital. Je pense que vous avez vous-mêmes constaté les dégâts matériels ainsi que les dégâts humains. Nous avons dénombré une trentaine de victimes. La majorité était des malades qui pouvait quand même marcher et qui étaient venus se faire panser les blessures. D'autres victimes sont des personnes qui avaient accompagné les malades ou leurs apportaient de quoi manger. Tous ceux qui ont eu le malheur d'être touchés par la bombe sont morts. Alors, lorsqu'on dit que le FPR lutte pour la démocratie au Rwanda, je pense que celui qui sait discerner peut comprendre qu'il s'agit d'une démocratie qui vient et détruit les hôpitaux, tuent les malades et garde-malades, et même les médecins. C'est pour cette la démocratie que le FPR lutte ! Je pense donc que celui qui sait discerner et comprendre peut s'interroger sur ces gens qui viennent en chantant et en amenant la démocratie sur le bout du canon et qui tuent le peuple, sans oublier que partout où ils passent, ils soumettent les populations à une mort atroce, les éventrent, les crucifient et, en un mot, les tuent en les torturant. C'est en peu de mots, ce que j'avais à vous dire. J'ajouterais que cela n'est pas la première fois que le FPR lance des obus sur le Centre Hospitalier de Kigali. La première fois, il avait tiré un obus sur le bâtiment de la radiographie endommageant plusieurs objets dont les portes ont été sérieusement endommagées. Nous n'avons pas encore fait le devis de réparation, mais j'estime que cela nous coûtera beaucoup d'argent. La seconde fois la bombe était tombé près de la morgue blessant des personnes et endommageant des bâtiments mais par chance, personne n'a été tué. Hier dimanche a été comble. Il y a lieu de se demander si le FPR veut vraiment cohabiter avec les autres s'il veut tuer ceux qui se trouvent à l'intérieur du pays et vivre seul dans le

pays. Que celui qui a des oreilles entende et que celui qui des yeux voie avec discernement.

JOURNALISTE MUKWIYE MARTIN :

Nous nous sommes effectivement rendu compte que les dégâts sont innombrables; les bâtiments sont détruits et tout le matériel que vous utilisiez est endommagé, comment pensez-vous vous y prendre pour pouvoir continuer à soigner les survivants ?

JEAN DAMASCENE MUNYAMASOKO :

Notre engagement est de continuer à sauvegarder la santé de la majorité. Nous n'avons pas été découragés de voir qu'on nous a pilonnés toute la journée, nous ne pouvons penser, en aucun cas, à plier bagage et abandonner les malades. Nous avons essayé de reconstituer le matériel non endommagés. A la pharmacie, par exemple, vous avez remarqué que plusieurs médicaments sont endommagés mais nous avons essayé de mettre à côté ceux qui sont restés intacts pour qu'au moins les blessés puissent être pansés. Comme vous l'avez constaté les bâtiments ainsi que le matériel médical sont endommagés. Nous sommes en train de rassembler ceux qui sont restés intacts ou ceux qu'on peu réparer tandis que ceux qui sont déclassés sont mis de côté. Tout le personnel considère que le fait de sauver les vies humaines est une contribution apportée aux forces armées rwandaises en vue de combattre l'ennemi.

K01 81 880

FACE B.

0.0 min

..Insécurité. Il y en a que le FPR a tué, il y en a d'autres qui sont devenus invalides à cause des bombes que le FPR a lancé sur eux mais ceux qui marchent malgré le peu de force viennent nous épauler pour que nous puissions sauver la vie des malades ici à l'hôpital de Kigali.

VENUSTE BASINGIZE.

Bien ! Merci, vous venez donc de nous relater la situation qui prévaut ici à l'hôpital de Kigali. Cet hôpital a acceuilli deux visiteurs, membres du Gouvernement des "Abatabazi". Ce sont donc des Ministres qui viennent de visiter cet hôpital. Je voudrais donc, Mr le Ministre que vous vous présentiez aux auditeurs de la Radio, et que vous nous faisiez part de vos impressions sur ces actes ignobles commis contre l'hôpital de Kigali après qu'on vous ait montré les dégâts commis.

JEAN DE DIEU HABINEZA:

Oui, merci ! Je m'appelle Jean de Dieu HABINEZA, Ministre des Affaires Sociales. Euh, dès que j'ai appris, vers onze heures et demi, la triste nouvelle que le C.H.K avait été la cible d'une multitude de bombes causant des pertes en vies humaines, on m'a dit, là où j'étais, qu'il y avait une cinquantaine de morts, je me suis dit qu'il fallait que je me rende au CHK pour constater ces actes ignobles. Là où j'étais à Gitarama, nous avions la visite des gens de la MINUAR et nous avons pensé qu'il était absolument nécessaire que la MINUAR vienne elle-même se rendre compte de la situation sur les lieux. Car, on a toujours accusé

2.4. min

le Gouvernement rwandais de tuer, de commettre des atrocités, mais personne n'a jamais dénoncé les atrocités du FPR. Nous avons donc demandé à l'officier qui accompagnait de la délégation de la MINUAR de faire tout ce qui est en son pouvoir pour que la MINUAR aille se rendre compte de la situatione, et si possible, mène des

interviews sur place, car on ne peut pas garder le silence face à cet acte. Nous sommes donc venus en compagnie de la délegation de la MINUAR en vue de nous rendre compte des atrocités commises ici. Nous avons pu voir tous ces endroits que l'administrateur de l'hôpital vient de mentionner. Ce que nous avons vu est vraiment déplorable. Les bâtiments sont détruits, le matériel endommagé, les médicaments complètement détruits, des personnes sont mortes car ces bombes sont très puissantes. On ne peut pas reconnaître les corps, ce ne sont que des lambeaux de chairs qui gisent ici et là, l'endroit est jonché de sang, c'est vraiment triste. Je pense que l'administrateur de l'hôpital a suffisamment parlé de la méchanceté du FPR, je n'en dirai pas plus. Si ces gens qui prétendent vouloir gouverner ce pays veulent gouverner un pays inhabité, je crois qu'ils se trompent fort. En tout cas, ce qui s'est passé au Rwanda devrait être une preuve, aux yeux des rwandais et de la communauté internationale. (sic) Je voudrais personnellement vous demander de faire tout ce qui est en votre pouvoir pour informer la communauté internationale des atrocités commises ici, car les gens du FPR qui ont, depuis longtemps, été considéré comme des saints, des gens qui ne travaillent pas (sic) qui ne tuent pas, qui respectent le droit de la personne humaine. Je voudrais donc demander, à vous journalistes de l'édition française ou anglaise de préparer les informations sur ces atrocités, pour que toute la communauté internationale en soit au courant aujourd'hui même.

4.1 min

VENUSTE BASINGIZE

Monsieur le Ministre des Affaires Sociales, vous venez de constater vous-même comment les Inyenzi ont tiré sur les personnes innocentes, alors qu'elles étaient malades, ce qui est vraiment déplorable. Que comptez-vous faire de plus urgent en vue d'assister l'hôpital de Kigali pour qu'il puisse continuer à secourir les blessés ou d'autres malades dont le nombre s'est accru ces derniers jours ?

JEAN DE DIEU HABINEZA

Oui, il est vrai que j'ai le bien-être social dans mes attributions. Comme vous le savez, avant que les hostilités ne reprennent, certaines régions avaient sérieusement été affectées par la famine. Au Sud pays, je citerais spécialement les préfectures de

Butare, Gitarama et Gikongoro sans oublier d'autres préfectures. Nous avions également les déplacés de guerre dont le nombre atteignait 3000. Depuis la reprise des hostilités par le FPR, au problème de famine s'est ajouté celui des déplacés de guerre dont le nombre atteint actuellement deux millions et demi. Comme les habitants du Bugesera ont commencé à fuir, on me disait, ce matin, que le nombre de déplacés de guerre atteignait trois millions. Vous comprenez donc que le pays est menacé. Je voudrais vous dire que sur deux millions et demi de fuyards, près d'un million viennent de passer un mois sans manger. Nous avons dû chercher une assistance extérieure mais

5.7 min

comme le FPR continue à nous salir en nous traitant de tueurs et en nous accusant de ne pas respecter les droits de l'homme, les aides ont tardé à venir. Cependant, suite aux voyages qu'effectuent les membres du gouvernement ici et là pour expliquer la situation, moi-même me suis rendu à Bujumbura où j'ai rencontré les bailleurs de fonds qui sont, eux-mêmes venus au Rwanda, les aides ont commencé à venir. Seulement, trois millions est un grand nombre. Ce n'est pas facile de trouver des vivres à tous ces gens. Cela exige donc qu'on cherche des aides par ici et par là. Bref, nous chercherons partout et nous solliciterons l'appui de tous les bienfaiteurs. Quant au problème de cet hôpital qui est complètement détruit, l'hôpital contribuait en fait au bien-être social, je ne vais pas promettre des miracles, mais je puis vous dire que je vais en parler avec nos bailleurs de fonds, pour qu'ils puissent inclure le CHK au programme des aides éventuelles à nous donner. Il est bon de manger, mais il faut aussi avoir un endroit où se faire soigner. Si les malades n'ont pas où se faire soigner, manger ne leur servirait à rien. Je peux donc vous promettre que je mentionerai la réhabilitation du CHK parmi les besoins à présenter aux bailleurs de fonds.

7.2 min

JOURNALISTE :

Monsieur le Ministre du Travail et des Affaires sociales, vous venez de visiter le cible de pilonnage de l'ennemi, FPR-Inkotanyi, vous venez vous-même de constater les dégâts tant humains que matériels qu'a subi cet hôpital. Monsieur le Ministre, quelles sont vos impressions après ce constat ?

MINISTRE JEAN DE DIEU HABINEZA :

Dès que j'ai appris la triste nouvelle que le CHK a été la cible d'une multitude de bombes lancées par le FPR, je me trouvais à Gitarama où nous avions reçu la visite du Général Dallaire accompagné de quelques officiers de la MINUAR. Tout de suite après avoir eu connaissance de la nouvelle, c'était vers onze heures et demie, ma première réaction a été qu'il fallait absolument que la MINUAR vienne se rendre compte sur le terrain parce que l'opinion internationale n'a jamais voulu croire en la méchanceté du FPR, j'ai tenu absolument à ce que la MINUAR vienne se rendre compte de ce que bel et bien, conformément à ce que nous n'avons cessé de déclarer, de ce que le FPR viole les droits de l'homme. C'est pas normal qu'un hôpital qui est censé héberger des pauvres malheureux, des malades, des enfants, des vieillards et on sait d'ailleurs que cet hôpital héberge également des déplacés de guerre, c'est pas normal que quelqu'un qui est soucieux des droits de l'homme, qui veut respecter les conventions internationales ait comme cible

9.0 min

l'hôpital pour ses bombardements. C'est un acte ignoble qui doit être fort décrié. J'ai tenu à ce que la MINUAR vienne constater afin qu'il en informe l'opinion internationale, parce que l'opinion internationale n'a jamais voulu croire aux hostilités commises par le FPR. Tous les journalistes que nous avons eu à rencontrer, on a toujours parlé des massacres que le FPR effectue sur son passage Et pourtant, quand l'opion internationale s'exprime, elle parle des massacres du côté des forces gouvernementales, ça c'est un cas très flagrant des hostilités qui peuvent être commises par le FPR, ça, ça ne vient d'ailleurs que s'ajouter à des centaines et des centaines qui n'ont jamais été vérifiées. Donc ce qui est important, c'est que l'opinion internationale soit informée à suffisance, prenne les actions nécessaires en vue de faire les pressions parce que nous croyons, le gouvernement croit que la solution pour ce pays ce n'est pas les armes, il faudra qu'on négocie. Et comme chacun a pu le constater, l'exemple n'est pas loin, c'est la mise en application de l'accord de paix, vous connaissez les tergiversations qu'il y a eu et c'est toujours le FPR qui a fait des blocages. Donc il est temps, avec cet exemple-ci, que l'opinion

internationale fasse publicité, je dirais, disons fasse écho de ce que le FPR fait pour détruire le pays, fait pour détruire les vies humaines et fasse pression sur les puissances internationales afin que ils amènent (sic) ce FPR à la table de négociations afin que cette guerre cesse, parce qu'on ne peut pas tolérer qu'on massacre indéfiniment les gens, qu'on détruise indéfiniment les infrastructures, finalement, non seulement il y a la reconstruction

11.2 min

qui risque d'être fort difficile à réaliser, mais cette reconstruction sera faite par qui, parce que les vies humaines n'existeront plus. Donc, il est temps que l'opinion internationale fasse pression sur le FPR ainsi que les acolytes qui le soutiennent.

JOURNALISTE

Monsieur le Ministre, je voudrais que vous vous présentiez à nous et que vous ajoutiez quelque chose à ce que vient de dire le Ministre du Travail et des Affaires Sociales.

DR ANDRE RWAMAKUBA :

Je m'appelle André RWAMAKUBA, Ministre de l'Enseignement Primaire et Secondaire. En l'absence du Ministre de la Santé qui est en visite à l'étranger et en tant que médecin moi-même, je suis de près la santé de la population dans le pays, avec l'assistance des proches collaborateurs au sein du Ministère de la Santé. Oui, concernant ces actes ignobles commis par les Inyenzi, par le FPR-Nkotanyi, le Ministre du Travail et des Affaires Sociales l'a dit, nous en avons informé la communauté internationale. Il nous a semblé que celle-ci a fait la sourde-oreille. Cependant nous insisterons car, comme nous l'avons déjà dit, le gouvernement est basé à Kigali, je suis basé à Kigali moi-même depuis quelques jours. Euh, la dernière fois, quand j'étais ici, le FPR s'est rendu coupable d'atrocités contre notre télévision, en leur présence. Ces atrocités visent à tuer des civils dont des journalistes. D'ailleurs, je me demande pourquoi les journalistes n'ont pas encore porté plainte auprès du Tribunal International pour que le FPR ne continue pas à

13.2 min

violer la loi impunément comme on lui avait donné le pouvoir de gouverner le pays à sa guise, pour nous soumettre à une telle dictature. Nous ne pouvons pas tolérer cela.

C'est pourquoi je voudrais insister auprès de nos journalistes pour qu'ils fassent passer des dépêches, qu'il rédigent des dépêches et les envoient ici et là pour que nous puission accuser le FPR d'actes ignobles commis contre notre pays, surtout que ce n'est pas la première fois que cela se produit.

Lorsque j'ai visité l'hôpital pour me rendre compte de ces actes ignobles, j'ai également pu remarquer d'autres actes ignobles qui avaient été commis contre la Télévision, la semaine passée, et voilà que cette semaine, les rebelles ont encore une fois bombardé les malades, les enfants et les femmes enceintes. L'hôpital était jonché de cadavres mais cela ne nous décourage pas. Je constate que les médecins sont déterminés à soigner les malades, et à les secourir; cela est fort appréciable. Cela me m'amène à demander, à féliciter les médecins du CHK, surtout de leur coeur bienveillant malgré que le FPR veuille que nous nous découragions pour qu'il trouve un brèche. Cependant, que le FPR sache que plus il continue à tuer, plus il nous donne la force de le combattre. Qu'il sache que le Rwanda nous appartient tous. S'ils veulent venir pacifiquement, qu'il déposent les armes. Nous, nous voulons la paix.

15.1 min

Nous ne voulons vraiment pas de ce genre de démocratie du FPR qui consiste à combattre la dictature par une autre dictature armée. Le conseil que je leur prodiguerais est de cesser les hostilités pour que ceux qui ont encore le coeur à pardonner ne se découragent pas. Que ces extrémistes du FPR cessent donc les hostilités. S'ils comptent sur Paul Kagame, qu'ils qualifient de grand guerrier...moi je suis un civil, nous, nous sommes des civils. Au sein notre gouvernement, nous soutenons les forces armées rwandaises qui défendent nos frontières. Nous aurions voulu que Paul Kagame nous aide à garder la frontière ougandaise. S'il s'agit de des soldats qui ont déserté son armée pour venir nous tirer dessus, il faut que nous nous entraidions pour maintenir la sécurité de notre pays au lieu qu'il continue à tirer sur les gens sous prétexte qu'il nous apporte la démocratie en collaboration avec Museveni. S'ils veulent installer leur pouvoir sur tant de cadavres de rwandais, comme ils l'ont fait pour Museveni, ce pouvoir ne serait pas du tout acceptable. Le mieux serait de nous asseoir, de nous entendre pour que nous leur pardonnions. Qu'ils aient pitié de la population qu'ils sont en train de tuer avec ces obus, qu'ils

aient pitié de la population qui veut la paix, la paix que nous avions avant, mais dont ils sont en train

16.9 min

de nous priver. C'est ça la paix que nous voulons. S'ils veulent que nous nous pardonnions les uns aux autres, qu'ils arrêtent là. Qu'ils arrêtent là et suivent les conseils que la communauté internationale nous prodigue, que la *révolution* (sic) de l'ONU soit mise en application pour que les élections soient organisées. C'est ça la démocratie. Lorsque le FPR a attaqué en 1990, et il continue d'ailleurs à tirer sur les citoyens rwandais, ces derniers n'ont fait que se défendre (sic)... Que les gens du FPR soit plus raisonnables et nous nous mettrons sur la table de négociations pour nous entendre, car le Rwanda nous appartient tous. Nous devons partager les fruits de nos efforts et s'ils ont quelque chose de bon à nous apporter qu'ils le fassent, mais pas des balles pour nous tuer. Ainsi nous construirons le Rwanda au lieu de le détruire. Si ceux-là qui veulent le détruire pensent que c'est en le détruisant qu'ils contruisent leur nation, qu'ils sachent que le Rwanda nous appartient également, raison pour laquelle nous y tenons fermement. De notre part, nous ne voyons pas la nécessité de continuer à nous battre. Cependant, s'ils veulent continuer à se battre, nous nous défendrons. Mais nous, nous voulons la paix. Notre objectif primordial est la paix, combattre ne nous intéresse pas. Nous avons construit le Rwanda pendant 30 ans, s'ils veulent détruire nos 30 ans d'efforts, alors nous ne voulons pas ~~de ceux-là qui~~ d'eux, puisqu'ils viennent en nous tirant dessus.

19.1 min

Nous avons besoin des gens qui ont la volonté de cohabiter avec ceux qu'ils trouvent sur place, de partager le peu de bénéfices qu'ils trouvent dans le pays, au lieu de les détruire. Ainsi donc que ces gens du FPR qui ont l'objectif de détruire s'arrêtent là. Que ces gens et leur protecteur, Museveni s'arrêtent là. Que leur protecteur, Museveni comprenne que les Rwandais ne peuvent pas tolérer tous ces actes commis par le FPR avec son soutient. Qu'ils laissent les Rwandais vivre en paix. S'ils veulent les aider, qu'ils les aident à se reconcilier pacifiquement au lieu de mettre le feu aux poudres et de continuer à incendier le Rwanda. Incendier le Rwanda n'est pas synonyme de le reconstruire. Voilà, je voudrais maintenant m'arrêter ici en priant les journalistes de nous aider à faire comprendre la nature du problème à la communauté internationale ; il faut leur faire comprendre que nous voulons la paix, que le

gouvernement des « Abatabazi » ne veut pas détruire le pays, mais le reconstruire, que nous voulons un compromis avec le FPR, que nous voulons la paix de toute la population, hutue, tutsie et twa ; que nous ne voulons pas qu'une ethnie quelconque se venge sur une autre.

JOURNALISTE :

Excusez-moi, Monsieur le Ministre, mais j'avais une autre petite question à vous poser : Nous savons qu'il est des pays qui soutiennent officiellement ces Inyezi-Nkotanyi, notamment l'Ouganda, la Belgique et bien d'autres.

21.1 min

De plus, les Inyenzi ont aujourd'hui publié un communiqué à travers lequel, ils déclarent qu'ils ne soutiendront jamais l'idée de l'envoi des forces onusiennes de maintien de la paix au Rwanda. Comme vous avez l'habitude de voyager et que vous êtes l'ambassadeur du peuple, nous voudrions vous demander si d'autres pays que nous qualifierions d'amis du Rwanda sont disposés à nous assister d'une façon ou d'une autre pour que nous puissions affronter ces pays qui soutiennent les Inyenzi ?

DR ANDRE RWAMAKUBA :

Concernant cette question, je voudrais vous dire que le Rwanda nous appartient ; il est à nous, les Rwandais. Si nous y tenons, c'est nous qui devons le défendre en nous faisant épauler par des amis. C'est pourquoi il serait mieux que nous nous mettions ensemble d'abord, que nous rassemblions nos forces au lieu de les éparpiller pour que nous puissions contrer l'attaque lancée par le FPR-Inkotanyi et l'Ouganda. A vrai dire, c'est l'Ouganda qui nous attaque, quant au FPR, il n'est pas plus ~~de~~ fort que nos forces armées rwandaises. Si, au lieu de les soutenir, l'Ouganda les encourageait à faire du bien en allant aux négociations. Cela vaudrait mieux que de continuer les combats. Vous avez vu vous-même que lorsque nous étions attaqués, des amis nous ont aidés. Il y en a également, qui se sont

23.4 min

retiré fuyant la guerre. Je ne peux pas énumérer tous les pays ici. Mais il faut dire qu'il y a des pays qui veulent la paix. Les pays qui veulent la paix existent. Ils veulent la paix et nous aussi. Quant à se demander s'il y a des pays qui nous assistent, je pense que nous ne manquons pas d'amis qui puissent nous venir en aide. Nous n'en manquons pas. Cependant, l'important est d'aller aux négociations de paix. Cependant, nous devons y mettre du nôtre en nous défendant. Les Rwandais doivent savoir que leurs vies sont entre leurs propres mains. C'est sur cela que je voulais insister. Nous devons insister sur la défense de l'intégrite de notre territoire. Nous utiliserons le peu de moyens dont nous disposons. Nous rassemblerons les armes modernes et traditionnelles dont nous disposons. En effet, si l'ennemi dit : « Je les exterminerai à tout prix », nous ne devons pas continuer à fuir. Nous devons maintenant tenir fermes et rester sur place. Chacun doit revoir ses plans et rassembler toutes ses forces. Quant à moi, donc...ceux que nous appelons à notre rescousse viendront après et trouveront que nous avons mobilisé nos efforts. C'est ce que je voulais ajouter sur ce point. Cependant, nous ne manquons pas d'amis qui nous aident.

25.5 min

Par contre, ne nous y attardons pas, car nous voulons la paix. Ceux-là se font aider par l'Ouganda, mais l'Ouganda est en train de les enfoncer car ils sont en train de détruire leur propre pays. Nous nous attendions à ce qu'ils utilisent les balles, pas les bombes. Nous attendions à ce qu'ils soient..... tous les partis politiques se sont entendus et leur nombre est déjà connu. Je pense donc que c'est l'Ouganda qui est en train de prodiguer de mauvais conseils au FPR pour que celui-ci continue à détruire son propre pays. En ce qui nous concerne, nous ne voulons pas la destruction, nous voulons qu'elle cesse.

JOURNALISTE :

Vous venez vous-même de constater les dégâts causés par les Inyenzi-Inkotanyi à l'hôpital CHK de Kigali. Monsieur le Ministre, quelles sont vos impressions après ce constat ?

DR ANDRE RWAMAKUBA :

Devant ce constat, moi en tant que médecin, je suis très choqué, je suis très choqué, choqué des bombes qui sont tombées sur l'Hôpital, vraiment c'est déplorable de la part de nos agresseurs, le FPR-Inkotanyi qui prétend nous amener la démocratie alors qu'ils sont entrain de massacrer les populations dans les hôpitaux et ici nous avons une centaine de morts déchiquetés, des morceaux de corps par-ci par-là, vraiment c'est une scène horrible

28.0 min

et les destructions des bâtiments que nous avons acquis grâce aux efforts de la population et de la coopération belge. Vraiment ça dénote que le FPR a des intentions belliqueuses et des intentions très monstrueuses de décimer la population, je crois que la communauté internationale devrait prendre ses responsabilités, devrait prendre ses responsabilités puisqu'il a, il est pour la paix. Dans ses objectifs, il compte à la paix pour la reconstruction de notre pays. C'est dans ce sens que nous avons tendu la main à nos adversaires depuis que le gouvernement en place a tendu la main à l'adversaire qui ne fait que tuer les gens et le gouvernement lui émet ses vertus et continue à donner des messages de pacification puisque nous croyons toujours à la paix et je crois que nous invitons la communauté internationale et ceux qui soutiennent le FPR de cesser d'être complices des massacres du FPR. Ici je veux citer l'Ouganda et son Président Museveni, le pourvoyeur du FPR pour les massacres.

En somme, nous aimerions qu'il puisse aider le FPR à la raison, de revenir à la raison pour que il puisse croire à la paix également s'il veut réellement la réconciliation, il est temps de cesser, de cesser de tuer les gens, de cesser des massacres

31.0 min

quand au gouvernement, le gouvernement s'est toujours, s'est toujours donné l'objectif de la pacification dans tout le pays, de pouvoir mettre fin au désordre qui a été créé par l'assassinat du Chef de l'Etat et je crois que dans la zone contrôlée par le gouvernement, la paix est entrain de revenir et nous invitons tout le monde de paix de faire la même, de faire de même, d'inviter le FPR à cesser les massacres et de s'asseoir sur la table des négociations pour qu'on puisse, on puisse résoudre nos

problèmes. S'il y a eu donc des problèmes politiques et nos problèmes. S'il y a eu donc des problèmes politiques et les problèmes politiques ne sont jamais résolus par les armes et nous croyons à paix, pour la réconciliation, pour la reconstruction de notre pays et nous ne croyons pas à la ... et donc si les rwandais veulent gagner, si le FPR et le gouvernement rwandais veulent gagner, c'est de cesser le feu et de s'asseoir, de laisser les population rejoignent (sic) leurs domiciles, les déplacés doivent rejoindre leurs domiciles, le FPR devrait cesser les hostilités et puis repenser à la maix et aller droit dans les négociations pour qu'on puisse reconstruire notre pays.

JOURNALISTE :

Monsieur l'Administrateur de l'hôpitalier hospitalier de Kigali, je crois que vous avez quelque chose à ajouter à propos de ces bombardement qu'a subi

33.4 min

votre hôpital ?

ADMINISTRATEUR DE L'HOPITAL :

Ce que je peux ajouter sur mes déclarations faites dans la langue nationale, c'est que parmi ceux qui sont venus constater dégâts tant humains que matériels causés par les bombardements du FPR, il y a la MINUAR qui à sa tête avait le Général Dallaire, ce que j'aimerais lui demander c'est que dernièrement on lui a posé la question de savoir si il croit aux tueries faites par le FPR. Il ne s'est pas prononcé là-dessus, il a ... journalistes dans l'ambiguïté, maintenant qu'il vient de constater les dégâts humains causés par les bombardements du FPR parce qu'il a vu les morceaux de corps éparpillés ici et là. Je lui ai dit que nous avons une centaine de décès, nous avons eu des blessés qui sont hospitalisés ici à Kigali et qui étaient venus pour une assistance quelconque. Maintenant qu'il a fait le constat lui-même, qu'il a vu de ses propres yeux, j'aimerais bien quand même qu'il réponde à la question qui lui a été posée dernièrement de savoir s'il croit en fait aux tueries du FPR. On a toujours dit que sur son passage, le FPR tue les vieillards, les enfants, les mères, il égorge tout le monde

35.6 min

il ne laisse personne si ce n'est qu'une catégorie d'ethnie, alors il faudra que les gens qui ont fait le constat aujourd'hui déclarent la réalité des choses, déclarent ce qu'ils ont vu pour que l'opinion internationale soit complètement informée parce que jusqu'aujourd'hui on croit que c'est les Interahamwe, certains membres des forces armées rwandaises qui tuent, moi je pense que les membres du FPR, des membres des Forces armées rwandaises tuent ceux qui combattent et ne tuent pas la population innocente alors que le FPR partout où il passe il tue et des innocents. Voyez-vous dans un hôpital qui héberge tous les malades sans distinction d'ethnie, de sexe, de race, de quoi que ce soit, il y a des bombardements ici et là, il y a des dégâts humains et des dégâts matériels alors il faudrait que les gens qui ont fait le constat en l'occurrence la MINUAR déclarent la réalité des choses telle qu'elle est ...